

FLASH INFO CFDT CE Fonctions Support Finances

des 17 et 18 Octobre 2018

ASC : Noël et l'heure des cadeaux de fin d'année approchent à grand pas

Grâce à une gestion saine et efficace du CE, des élus CFDT sur les postes clés de secrétaire et de trésorier, et en accord avec le budget 2018 - proposé par la CFDT et voté par les élus du CE- vous pourrez bénéficier, d'ici le 26 novembre 2018 au plus tard, de 140 € de chèques cadeaux dématérialisés « C'Kdo » ainsi que 50 € pour chacun de vos enfants à charge jusqu'à 16 ans.

Parce que c'est Noël pour tous, les enfants nouveau-nés ou adoptés jusqu'au 31 décembre 2018 recevront, eux aussi, sur demande (entre 1^{er} décembre 2018 et le 20 janvier 2019) un e-crédit «C'KDO» de 50 €.

Vous pourrez accéder tranquillement, depuis votre espace billetterie sur le site du CE, à plus de 1 000 enseignes dans tous les univers de consommations sans oublier les bons d'achats multi-enseignes, Chèques-Lire, Chèques-Culture, etc...

L'Evolution du pôle Opérations et de la Direction de la Stratégie d'OMEA

La direction d'Orange MEA, revient vers les élus pour présenter les changements d'organigrammes et de responsables hiérarchiques. Si le changement de rattachement hiérarchique des activités, identifiées comme des relais de croissance significatives, doit contribuer à la dynamique du plan stratégique, la CFDT estime qu'il ne s'agit que d'une 1^{ère} étape dans le projet plus vaste qu'est le projet Kilimandjaro.

La CFDT a rappelé que les salariés d'OMEA sont inquiets quant à leur futur et sont en attente d'informations plus précises sur les changements à venir. Compte-tenu du manque de visibilité sur le devenir des salariés, la CFDT a fait le choix de s'abstenir.

Bridge : rapport de l'expertise sur la qualité d'air, cela devient plus clair

Expertise sur la qualité de l'air à Bridge : des résultats qui rassurent ... à demi... la CFDT

Les élus CFDT ont voté, le 31 août 2017, la mise en œuvre d'une expertise sur la qualité de l'air extérieur à Bridge à Issy les Moulineaux (92). Cette expertise confiée à AIR CONTROL a été suivie par une Commission du CE assistée d'AIRPARIF. Les résultats de l'expertise montrent que le site de Bridge présente des taux élevés de monoxyde d'azote, liés à la forte densité du trafic automobile aux heures de pointe. Les émissions de l'usine Isséane, proche de Bridge, sont à la limite des normes, toutefois les élus CFDT rappellent que cette usine était classée Séveso jusqu'à la déclinaison en droit français en 2015 d'une Directive Européenne de 2012 révisant les critères de classement et les seuils d'émission.

C'est pourquoi les élus CFDT demandent :

- qu'une attention particulière soit portée à la création d'indicateurs de qualité de l'air extérieur à Bridge et à leur suivi, y compris après l'installation et dans la durée. - qu'une station AIRPARIF soit hébergée sur le site pour collecter et analyser des indicateurs pertinents.

- que les salariés du site bénéficient d'un suivi médical renforcé pour détecter l'apparition et l'aggravation de pathologies.

Bilan restauration et Tickets Restaurant

Concernant la restauration collective, les élus du CE FSF (hormis la CFE-CGC), ont voté une résolution qui demande, à compter du 1^{er} novembre 2018 :

- Une augmentation de 10 cts de la subvention pour chacun,
- Le relèvement du plafond de la subvention **majorée** (salariés dont le SGB annuel oscille entre 38K€ et 45K€),

- Le relèvement du plafond de la subvention **majorée** + (salariés dont le SGB annuel oscille entre 28K€ et 35K€)

Cette revalorisation de la politique d'abondement devrait permettre d'améliorer le quotidien de près de 80 000 salariés et mobiliserait près de 3 millions d'euros en année pleine.

La CFDT vous informera des propositions de l'entreprise dès qu'elles nous seront communiquées.

Information sur le rapport Perspective Emploi et Compétences

La CFDT prend acte du rapport présenté par la direction dans le cadre de la GPEC 2018-2020. Les enjeux de cette présentation sont clairs : être toujours au plus près du marché dans des besoins nouveaux (la fibre, l'optimisation des achats...) et sur des segments évolutifs (l'international, le développement de l'activité d'OMEA). Au-delà des départs prévus et des besoins associés, il existe de fortes disparités sur les périmètres.

Une prospective pertinente, même sur les années à venir, ne doit pas reposer sur un simple affichage, mais sur une véritable politique de l'emploi et des compétences réaliste. La CFDT est donc en droit de demander à l'entreprise une présentation de GPEC à l'horizon 2018-2020 qui présenterait un scénario où chaque salarié pourrait se projeter, ôtant ainsi toute incertitude ressentie par les salariés, afin d'éviter une progression des RPS.

Information sur le projet d'orientation de la formation et du développement des compétences pour 2019

La CFDT reconnaît les efforts déployés par l'entreprise en matière de formation. Si le pourcentage de la masse salariale dédié à la formation (+ 4%) est estimable, le bilan présenté est très lacunaire dans sa méthodologie.

Il existe une incertitude sur la nature réelle des formations subdivisées en 3 catégories: la formation à l'emploi (obligatoire), le développement des compétences (à l'initiative du salarié) et les formations transverses qui incluent des matières diverses comme les langues, le développement personnel.

La CFDT est très attachée aux formations en présentiel. Plus structurées et structurantes, la concentration et l'implication des salariés sont plus mesurables.

La CFDT revendique une plus grande lisibilité entre la formation et la définition des métiers d'avenir. Il faut identifier de façon plus précise le lien entre les métiers, les compétences requises et l'emploi.

Le Compte Personnel de Formation, remplaçant le DIF, est en nette progression. En revanche, il y a un constat d'échec en ce qui concerne la VAE (Valorisation des Acquis de l'Expérience) alors que ce dispositif est un ascenseur social. L'accompagnement des salariés dans la mise en œuvre de ce dispositif reste de plus très insuffisant.

Pour mémoire, chaque salarié peut bénéficier d'un bilan de compétences qui permet d'anticiper l'évolution d'un parcours professionnel.

La CFDT rappelle que les niveaux ou trajectoires de l'employabilité relèvent de la seule responsabilité de l'employeur. Il convient donc de ne pas confondre la notion de salarié et d'entrepreneur comme l'entreprise a tendance à le faire.

Information sur le projet de microzoning de Rennes Cesson C3

En 2020, un nouvel immeuble de bureaux sera construit sur l'emprise du site existant « Le Clos Courtel » à Cesson Sévigné (35). Ce bâtiment accueillera essentiellement les salariés d'IMT Orange Lab's actuellement installés sur le bassin rennais. Ce site sera desservi par la ligne B en 2019 (Arrêt Atalante).

Sur le périmètre FSF : 24 salariés de la Direction de la Stratégie Cyber-Sécurité sont concernés par ce futur déménagement.

La CFDT remarque que, contrairement aux autres projets déjà présentés, celui-ci ne propose pas de position de travail en « flex ».

Avec la CFDT, Ensemble, construisons notre Avenir

Vos contacts :

Sylvain COVEMAEKER (RSCE) 06 79 02 70 03

Sylvie ROTA (DSCO) 06 85 55 89 05

Vos élus :

Paolo GIUDICE, Michelle VINET, Philippe BOURGEON, Fabrice CORIOU, Carole NIDDAM, Anita IRIART-SORHONDO, Philippe ABADIE, Bernard BLEUSEZ, Géraldine HERITIER, Thierry BRICAUD, Isabelle DAYRES, Corinne ROGUET, Samah BRAHAM, Catherine BELEZY